



HAL
open science

Sébastien Fontenelle, *Éditocrates sous perfusion. Les aides publiques à la presse, trente ans de gabegie*. Paris, Éd. Libertalia, coll. À boulets rouges, 2014, 112 pages

Loïc Ballarini

► **To cite this version:**

Loïc Ballarini. Sébastien Fontenelle, *Éditocrates sous perfusion. Les aides publiques à la presse, trente ans de gabegie*. Paris, Éd. Libertalia, coll. À boulets rouges, 2014, 112 pages. *Questions de communication*, 2015, pp.432-433. 10.4000/questionsdecommunication.9981 . hal-03022059

HAL Id: hal-03022059

<https://hal.science/hal-03022059>

Submitted on 24 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sébastien FONTENELLE, *Éditocrates sous perfusion. Les aides publiques à la presse, trente ans de gabegie*

Paris, Éd. Libertalia, coll. À boulets rouges, 2014, 112 pages

Loïc Ballarini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9981>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.9981](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9981)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 432-433

ISBN : 9782814302600

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Loïc Ballarini, « Sébastien FONTENELLE, *Éditocrates sous perfusion. Les aides publiques à la presse, trente ans de gabegie* », *Questions de communication* [En ligne], 27 | 2015, mis en ligne le 01 septembre 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9981> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9981>

d'entretiens semi-directifs avec 501 professionnels, Michael Meyen (pp. 221-246), de l'Institut des sciences de la communication et d'études des médias de l'Université de Munich, dresse une typologie des journalistes en Allemagne (des « prestataires de service » en progression aux « missionnaires » en perte de vitesse), ce qui lui permet d'explicitier par la recherche de terrain l'hypothèse de Pierre Bourdieu sur les relations entre l'histoire de vie, la possession de capital et le travail journalistique (p. 243). Enfin, Martin Baloge (pp. 267-282), du Centre européen de sociologie et de sciences politiques, a le mérite d'ouvrir les enjeux sur de nouvelles perspectives, tout en ne perdant pas de vue ce qui fait la spécificité du projet Infotransfront, à savoir l'intérêt pour une grande région particulière. Je ne retiendrai ici que quelques éléments d'appréciation comme la nécessité de prendre en considération ce que l'auteur appelle « la dimension spatiale des champs » (la répartition des principaux acteurs culturels n'est pas la même dans les deux pays), l'élargissement envisageable des espaces de circulation des pratiques, des savoirs ou des individus hors frontières communes (« dans l'hypothèse, à confirmer, où des pratiques et des savoirs journalistiques circuleraient dans la Grande Région, nous aurions affaire à des phénomènes transnationaux (donc internationaux) et transfrontaliers », p. 269), enfin, *last but not least*, l'éventualité d'un non-intérêt des individus ou des institutions médiatiques à faire circuler l'information dans la Grande Région (p. 279). Soit une manière de point aveugle à l'égard de ce qui constitue l'épine dorsale de ce travail collectif.

Jean-Michel Rampon

Élico, Université de Lyon, F-69000
jean-michel.rampon@sciencespo-lyon.fr

Sébastien FONTENELLE, *Éditocrates sous perfusion. Les aides publiques à la presse, trente ans de gabegie.*

Paris, Éd. Libertalia, coll. À boulets rouges, 2014, 112 pages

En France, les aides publiques à la presse constituent « ce qui ressemble d'assez près à une tartufferie en bande organisée » (p. 7). Les premières lignes de ce court ouvrage en donnent immédiatement le ton : il s'agit d'un livre de combat, contre une pratique qui « dure depuis de longues décennies » (*ibid.*) en produisant des effets économiquement discutables et démocratiquement délétères. L'auteur, Sébastien Fontenelle, est journaliste, chroniqueur (notamment pour *Politis*) et auteur d'une quinzaine de livres. Féroce critique de ceux qu'il nomme les « éditocrates », soit les éditorialistes, journalistes, intellectuels et directeurs

de journaux les plus en vue (et les moins à gauche) de la « presse dominante » (quotidiens nationaux et hebdomadaires d'actualité), il leur a déjà consacré, seul ou en collaboration, quatre ouvrages. *Les Éditocrates, ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi* (avec Olivier Cyran, Mona Chollet et Mathias Reymond, Paris, Éd. La Découverte, 2009) inaugurerait le genre en faisant le portrait de dix d'entre eux, parmi lesquels Alain Duhamel, Bernard-Henri Lévy, Christophe Barbier, Laurent Joffrin ou Ivan Rioufol. L'année suivante, Sébastien Fontenelle creusait le sillon avec *Même pas drôle. Philippe Val, de Charlie Hebdo à Sarkozy* (Paris, Éd. Libertalia, 2010), dans lequel il s'attaquait au repreneur de *Charlie Hebdo*, nommé entre-temps directeur de France Inter par le président de la République. *Vive la crise ! Ou l'art de répéter (inlassablement) dans les médias qu'il est urgent de réformer (enfin) ce pays de feignants et d'assistés qui vit (vraiment) au-dessus de ses moyens* (Paris, Éd. Le Seuil, 2012) était consacré au discours économique des éditocrates. Libertalia réédite enfin, en septembre 2015, son livre *La Position du penseur couché : répliques à Alain Finkielkraut*, originellement paru en 2007, dans une nouvelle édition augmentée et retirée *Les Marchands de haine*.

Éditocrates sous perfusion s'attaque à la même cible, sous un angle différent. Sébastien Fontenelle y dénonce un paradoxe qui, selon lui, révèle « la gigantesque hypocrisie des fabricants du consentement » (p. 8). D'une main, la presse quotidienne et hebdomadaire nationale répète inlassablement que le premier devoir de l'État est d'alléger ses charges et, partant, de faire baisser les très nombreuses aides qu'il verse à de trop nombreuses catégories de citoyens ou d'organisations. Mais de l'autre main, elle réclame – et reçoit – depuis plusieurs décennies des « milliards (de francs, puis d'euros) » (p. 8) d'aides publiques dont elle se garde bien de dénoncer l'inefficacité chronique.

Le livre est divisé en treize courts chapitres. Après un bref chapitre introductif (pp. 7-10), les chapitres II à IV (pp. 11-27) sont consacrés à quelques exemples de médias appelant à la réduction des dépenses de l'État ou à la lutte contre « la France des assistés » (titre d'un dossier du *Point* d'octobre 2014, cité p. 24). Des vœux de Serge Dassault aux lecteurs du *Figaro* aux éditoriaux de Franz-Olivier Giesbert dans *Le Point* en passant par ceux de Laurent Joffrin dans *Libération*, Sébastien Fontenelle estime que « l'émission de ces préconisations est devenue, dans la presse française, une discipline journalistique à part entière, où toute une profession rivalise d'application » (p. 14). La principale source d'inspiration de ces articles étant la Cour des comptes, notamment depuis 2008, date à laquelle le

Parlement lui a confié, en plus de sa mission historique de vérification des comptes des institutions publiques et des collectivités territoriales, celle de l'évaluation de la pertinence des choix du gouvernement en matière d'économie (chapitre V, pp. 29-34).

Or la Cour des comptes est la première à avoir, en septembre 1985, alerté sur l'inefficacité des aides publiques à la presse. Dans un rapport commandé par la Commission des finances de l'Assemblée nationale, elle indiquait que les aides publiques à la presse constituaient « un ensemble hétérogène mal maîtrisé par l'administration », qui ne faisait l'objet d'aucune évaluation bien que représentant « une charge importante et croissante pour les finances publiques » – 5,6 milliards de francs en 1984, soit « près de 14 % du chiffre d'affaires du secteur » (cité p. 41). Ainsi les chapitres VI à XI (pp. 35-90), qui transforment plus de la moitié de l'ouvrage en ce que l'auteur désigne comme « un assez long tunnel documentaire » (p. 35), reviennent-ils sur les différents rapports d'évaluation des aides publiques à la presse produits au cours des 30 dernières années. Outre le premier rapport de la Cour des comptes déjà cité, l'auteur examine le rapport parlementaire du sénateur Alain Lambert (1995), le rapport d'information du sénateur Paul Loridant (2004) sur le fonctionnement du Fonds de modernisation créé en 1998, le Livre vert (2009) issu des États généraux de la presse écrite, et qui débouche sur la remise du rapport du consultant Aldo Cardoso en 2010, l'avis de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale de 2011, et enfin le rapport de la Cour des comptes de 2013. Plutôt que longue, la lecture de ces pages est assez répétitive, mais l'auteur n'y est pour rien : c'est que ces évaluations successives se ressemblent toutes, pointant à chaque fois le coût important des aides publiques à la presse pour l'État, la difficile lisibilité du très grand nombre de dispositifs d'aide et leurs effets économiques nuls voire négatifs pour le secteur. Au mieux, elles ont en effet aidé les entreprises à équilibrer leur bilan pendant un temps. Au pire, elles ont été perçues comme une manne sur laquelle elles avaient un « droit de tirage automatique » (rapport de Paul Loridant, cité p. 58), ce qui les a incitées au *statu quo* dans une période où il aurait fallu innover, puisque « c'est la valeur ajoutée des contenus éditoriaux qui dictera la survie et le développement » de la presse (rapport d'Aldo Cardoso, cité p. 68).

Pourtant, de cette inefficacité maintes fois démontrée, la « presse dominante » ne pipe mot (chapitre XII et *post-scriptum*, pp. 91-103) : « elle ne ménage pas seulement sa survie économique, [...] elle s'épargne

également d'avoir à se confronter avec une remise en cause très directe de ce qu'elle est » (p. 93). Pour l'auteur, c'est parce que ses préoccupations sont de plus en plus éloignées de celles de ses lecteurs qu'elle connaît une telle crise de diffusion. Il est donc pour lui urgent de réformer « le système actuel de répartition de ces subsides, où des titres véritablement "citoyens" ne bénéficient d'aucun soutien autre que postal – quand des magazines dédiés, *in fine*, à l'exacerbation des inégalités sociales [...] sont littéralement gavés de subsides étatiques » (p. 102). L'auteur ne précise cependant pas comment identifier ceux qui méritent de se voir attribuer « quelques parts de la gigantesque dépense publique que l'éditocratie assistée confisque depuis trois décennies » (p. 103), ni quel sort réserver à ladite éditocratie (moins d'aides ? plus d'aides du tout ?). C'est l'un des points aveugles de cet ouvrage, dont on pourra aussi regretter la légèreté des définitions (quelle est vraiment l'étendue de la « presse dominante » qui semble par ailleurs très homogène aux yeux de l'auteur, de *Libération* à *Valeurs actuelles* ? La presse quotidienne régionale y joue-t-elle un rôle ?). Aussi, cette charge aurait-elle mérité d'être incluse dans une réflexion plus large sur l'économie des médias, étonnamment absente de l'ouvrage. Enfin, aucune référence bibliographique ne vient préciser les indications données dans le texte, ce qui contraindra le lecteur souhaitant aller plus loin à rechercher lui-même les rapports cités. Pour autant, *Éditocrates sous perfusion* n'a pas de prétention académique – seulement celle, en soi parfaitement justifiée, de dénoncer un mésusage des deniers publics et le silence dont ses bénéficiaires l'entourent. L'auteur le fait d'une plume agile, certes polémique mais toujours documentée. Du point de vue de la collection qui l'accueille (« À boulets rouges »), nul doute que la cible soit atteinte.

Loïc Ballarini

Crem, université de Lorraine, F-54000
loic.ballarini@univ-lorraine.fr

Vincent MILLIOT, *Les Cris de Paris ou le peuple travesti. Les représentations des petits métiers parisiens (XVI^e-XVIII^e siècle)*.

Paris, Publications de la Sorbonne, coll. Les Classiques de la Sorbonne, 2014 [1995], 480 pages

Beau texte, avec 29 illustrations, ce livre est la réédition d'un ouvrage paru en 1995, agrémenté d'un avant-propos qui actualise les recherches sur le sujet et les réflexions qu'elles inspirent à l'auteur. Historien qui intègre des problématiques et travaux d'autres disciplines, Vincent Milliot propose un travail de 360 pages (sources et orientation bibliographique